

## LA JUSTICE FACE A L'EXIGENCE DE LA PREUVE

Mme Élisabeth CHAUVET

11 juin 2025 / Carcassonne

« La difficulté à développer une vision systémique c'est qu'une politique publique doit s'articuler avec l'indépendance des magistrats du siège et du parquet, notamment sur les affaires individuelles. »

La voix des femmes gronde depuis des siècles.

Un bref retour dans l'histoire permettra de rappeler que le Code Napoléon, le socle de notre droit, issu lui-même du droit romain, a scellé dans le marbre de la loi l'inégalité fondamentale entre les hommes et les femmes, et circonscrit le rôle de celle-ci à celui de pilier de la famille, la famille étant elle-même le pilier de la société.

La formidable montée en puissance de la voix des femmes, puis de la voix des femmes victimes, et tout particulièrement victimes de violences intra-familiales, est naturellement venue porter son exigence de protection devant une justice alors incapable d'y répondre, puisque reposant sur un droit ignorant totalement cette réalité jusqu'alors réduite à sa dimension privée du secret de l'alcôve.

Convoquée à connaître de cette dimension nouvelle de « l'intime », c'est à une véritable révolution que la Justice – à l'instar de l'ensemble de notre société, a été convoquée.

Après un bref retour historique, où je ne peux pas ne pas évoquer le combat des femmes pour sortir du silence et conquérir peu à peu l'exercice de leurs pleins droits, - qui constituera **ma 1<sup>ère</sup> partie**, j'évoquerai **en seconde partie** le rôle majeur du droit international, et du droit européen, qui sont venus poser des injonctions, puis imposer des obligations impératives aux États – à peine de lourdes sanctions, et qui encore aujourd'hui, veillent non seulement à faire encore avancer le droit des victimes, mais de manière plus globale, la lutte contre toutes les formes de violences, et notamment les violences intrafamiliales.

**Dans une 3<sup>ème</sup> partie**, j'évoquerai la création en 2010 de l'ordonnance de protection, cette mesure « révolutionnaire » quasiment passée inaperçue, goutte d'eau dans l'océan de l'incapacité de la justice à répondre à la demande de plus en plus pressante de la société.

**En 4<sup>ème</sup> partie**, je vous parlerai du Grenelle 2019 des violences conjugales, cet événement qui a réuni des professionnels de l'ensemble des disciplines concernées, du 3 septembre au 25 novembre 2019, autour de l'objectif d'identifier, un à un, les obstacles persistants qui, malgré 25 ans de réformes et améliorations, continuaient à paralyser l'ensemble des institutions, et

notamment l'institution judiciaire, alors même que d'autres pays comme l'Espagne semblaient avoir été en capacité de mettre en place des mesures efficaces, et afin d'ébaucher les mesures positives à inventer ; celles qui vont aboutir – enfin, au dispositif actuel, **les pôles spécialisés dans le traitement des violences intrafamiliales** créés par le décret du 23 novembre 2023, et en vigueur dans chaque ressort judiciaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui feront l'objet de ma **5<sup>ème</sup> partie**.

**Ma 6<sup>ème</sup> partie** portera sur la question plus précise de la preuve, **et ma 7<sup>ème</sup> partie** sur les propositions de loi actuellement en débat au sein de nos Assemblées, et les perspectives qu'elles dessinent ;

## 1<sup>ère</sup> partie : Bref retour historique

Un peu d'histoire :

J'évoquerai rapidement les grands combats qui ont émaillé notre histoire car ils nous permettent d'éclairer ce paradoxe qui fait que la France, pays de la Déclaration des droits de l'homme, chantre de l'égalité des droits a jusqu'à récemment soigneusement écarté de cette égalité des droits ce qui représente tout de même la moitié de la population française : les femmes.

### I- La responsabilité du droit est première,

« La femme mariée est majeure incapable placée sous l'autorité de son époux », tels sont les termes du Code Civil de 1804, dit « Code Napoléon » ; L'inégalité est structurelle, excluant fondamentalement les femmes du droit de cité et les soumettant à la vindicte de leur époux. La femme a envers son époux un devoir d'obéissance, pensé comme la contre-partie de la protection qu'il est censé lui apporter... (à présent il s'agit de se protéger du mari...) ; le mari administre seul les biens du couple (on peut se demander si ceci n'est pas l'assise du contrôle coercitif ?).

En cela, on peut évidemment parler de violence du droit.

Ce n'est qu'en 1938 que sera levée cette incapacité juridique pour ne l'être totalement qu'en vertu d'une loi du 18 juillet 1965 où les femmes pourront gérer leur bien propre et exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari.

### II- La responsabilité des juristes (législateurs et juristes) est majeure.

Outre qu'ils ont fait preuve de bien peu d'humanité et d'esprit novateur, ils ont puisé dans le passé les arguments les plus anciens :

L'infériorité « naturelle » empruntée à Aristote et aux théologiens : leur frivolité, leur hystérie, la corruptibilité des femmes – donc leur grande dangerosité. Mais, de fait, ils n'ont fait qu'appliquer au plus strict ce qu'on appellerait aujourd'hui l'idéologie de l'époque : la famille était le pivot de la société, et les femmes étaient appelées à y jouer un rôle fondamental, dont elles ne sauraient se détourner : si les femmes oublient leur rôle de mère, leur rôle d'épouse, elles déstructureraient l'ordre social, coupables dès lors de **trouble à l'ordre public**.

C'est pourquoi la famille doit être solide, et pour s'en assurer, l'autorité maritale doit être consacrée. **La seule limite** à l'autorité du mari consistait à ne pas commettre d'atrocités.

Pour autant, rien de prévu au pénal : il ne s'agit ni de condamner l'époux, ni de protéger l'épouse. Le droit restant campé sur ses positions.

### III- C'est la jurisprudence qui apportera quelques adoucissements du sort réservé aux femmes :

Non pas tant par souci de protection des femmes, mais plutôt « parce qu'on ne saurait admettre en civilisation le trouble à l'ordre public. »

**C'est à partir de ce moment-là que se fissurera petit à petit le marbre de la vie conjugale**, ce huis-clos que constituait la sphère familiale depuis des siècles, monde parallèle permettant à la famille d'échapper aux contraintes judiciaires, justifiant ainsi la non intervention étatique.

**Un autre paradigme sociétal va alors se dessiner :**

Dès lors que la famille est le socle de l'ordre social, **on ne peut pas la laisser faire ce qu'elle veut**, elle ne peut donc plus relever à proprement parler de la sphère privée.

**Dès les années 1830, mais à bas bruit, 2 grandes évolutions vont s'entrecroiser et créer une spirale vertueuse :**

- 1- L'accession progressive des femmes à l'égalité
2. La révélation de ce que la famille, le couple, ne sont pas le lieu sécurisant et protecteur attendu, mais celui de toutes les violences – à l'égard des femmes, à l'égard des enfants

#### A) L'accession des femmes à l'égalité,

L'entre-2-guerres verra des avancées significatives se succéder :

**1938** : suppression de l'art 213 avec la mention « la femme doit respect et obéissance à son mari ». Désormais c'est sur l'égalité des sexes dans la famille que la société se réorganise et s'ouvre un puissant élan **d'émancipation des femmes** (ce terme conserve au demeurant en lui un « relent » du statut ancien de la femme...)

**Entre 1965 et 1975**, redistribution des rôles ;

**Loi du 4 juin 1970** : abrogation de l'expression « chef de famille » « les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille ;

La loi du 23 décembre **1985**, supprime toute forme de prééminence de l'homme dans sa famille : le code civil ne reconnaît désormais plus que des époux.

#### B) La sphère privée au grand jour :

##### 1- La visibilité des violences intra-familiales :

Ce n'est toutefois qu'en 1997 qu'une enquête nationale sur les violences envers les **femmes**, commanditée par le Service des droits des femmes et de l'égalité, va lever le voile sur le lourd et ancestral tabou sur les violences subies par les femmes, particulièrement au sein du couple, sur l'ampleur du phénomène, et sur son caractère systémique :

Les résultats de cette enquête, la première portant **sur des violences sexuelles**, c'est-à-dire **visant les femmes en tant que telles**, publiés en 2003, font l'effet d'une bombe :

- L'enquête estime qu'environ **50 000 femmes entre 20 et 59 ans sont victimes de viol chaque année**.
- Ces viols sont principalement commis par des proches et, dans leur immense majorité, ne sont pas déclarés à la police.
- Parmi ces agressions, le **viol conjugal** occupe une place importante et méconnue : près de **la moitié des femmes victimes de viol** l'ont été de la part d'un conjoint.

## 2- La reconnaissance de leur caractère systémique :

L'enquête montre en effet que le phénomène atteint des femmes de tous les milieux, en tous lieux : dans la vie privée, dans les espaces publics comme au travail, que le couple est le lieu où se déroule la majeure partie des violences : celles-ci ne correspondent au demeurant plus à l'image traditionnelle et trop restrictive de la femme battue : c'est à de multiples agressions qui peuvent être physiques mais aussi verbales, psychologiques et sexuelles que les femmes concernées sont confrontées.

Par là-même apparaît au grand jour

- **l'ampleur du silence des femmes et l'occultation des violences par les femmes elles-mêmes qui les subissent,**
- ainsi que celle de la **multiplicité du type de violences subies** : agressions physiques, sexuelles, mais également insultes, dénigrement, mépris, actions de contrôle, pressions psychologiques ;

## 2<sup>ème</sup> partie : le rôle majeur du droit international

C'est en parallèle des puissantes mobilisations des mouvements féministes des années 70 que la question des violences à l'encontre des femmes s'invite dans le débat international.

-Le coup d'envoi est donné par la première conférence, qui se tiendra à Mexico en 1975 et qui n'adopte rien moins **qu'un plan d'action mondial**, instaurant solennellement l'année internationale de la femme.

-Les conférences suivantes des Nations-Unies qualifieront respectivement les violences domestiques d'« offense à la dignité des droits humains », d' « entrave à la paix et au développement » ; de « frein au développement des jeunes et à leur intégration au sein de la société » puis finalement en 1993, **d'atteintes aux Droits de l'Homme** ; « la violence fondée sur le sexe est une forme de discrimination qui empêche sérieusement les femmes de jouir des droits et libertés au même titre que les hommes » ;

Cette inclusion dans cette catégorie juridique spécifique que sont les « Droits de l'Homme » sera au fondement de l'ensemble du droit international futur. Il instaure un paradigme inédit en ce qu'il emporte l'obligation pour l'ensemble des Etats membres d'organiser l'élimination de ces atteintes.

Dès lors, la question de l'emprise privée exercée par les individus renvoie à une emprise publique, dont les acteurs sont aussi divers que les Etats, les organisations internationales et régionales et les ONG. Sur ce nouveau fondement, des normes internationales sont élaborées, assorties de mécanismes de surveillance destinés à veiller à leur mise en œuvre par les états. Dans la même logique il incombe aux Etats d'en organiser également la prévention, notamment en dénonçant et en luttant contre « les pratiques traditionnelles préjudiciables (la culture d'un pays, ses schémas et stéréotypes empreints de domination masculine, consistant à considérer la femme comme subordonnée à l'homme, les préjugés susceptibles de justifier). Les Etats peuvent donc être considérés comme responsables d'actes privés (de laisser advenir des violences) s'ils n'agissent pas avec la vigilance voulue pour **prévenir** la violation des droits ou pour enquêter sur des actions de violence, les punir et les réparer. Ces impératifs constituent des obligations contraignantes des états.

**« La violence à l'égard des femmes traduit des rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, lesquels ont abouti à la domination et à la discrimination exercées par les premiers et freiné la promotion des secondes »**

**C'est la reconnaissance de ce lien qui a permis au droit international des droits de l'Homme de s'emparer d'un domaine qui jusqu'alors était inexploré.**

En 2011, un tournant majeur et innovant sera opéré par le Conseil de l'Europe, qui, aux termes de la Convention d'Istanbul, édicte et prévoit un renforcement même de la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en l'élargissant à l'échelle internationale et en ouvrant et invitant à la ratification et à l'adhésion des Etats non membres ; Notons également une avancée notoire, par la reconnaissance qu'elle énonce de ce que les hommes sont aussi victimes de violence domestique « mais que ce type de violence affecte les femmes de manière disproportionnée ».

La Convention d'Istanbul contient une multiplicité de dispositions explicites et précises de **protection** puisqu'au-delà des mesures de protection judiciaires, sont également prévues la mise en place de refuges appropriés et sûrs pour les victimes, des ordonnances d'urgence d'interdiction visant à éloigner l'auteur des violences de la victime, toutes mesures que je détaillerai tout à l'heure et que les différents pays concernés ont mises en place à leur rythme, selon des modalités particulières et bien sûr des financements différents – et c'est là que l'Espagne a pu être décrite comme à la pointe de la lutte contre les violences faites aux femmes – nous y reviendrons également.

La Convention enjoint également de reconnaître toutes les formes **d'emprise**. Outre l'emprise physique, sexuelle et psychologique, la convention reconnaît également **la violence économique** comme violence domestique dans une logique d'emprise.

Afin de s'assurer de la mise en place effective d'une protection renforcée, un rapporteur spécial est instauré.

Une « plate-forme des mécanismes » de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes est créée en 2018, ainsi qu'un groupe d'experts indépendants.

### **3<sup>ème</sup> partie : l'ordonnance de protection : une avancée immense, quasiment inaperçue...**

Plusieurs tournants ont dû être opérés par l'institution judiciaire pour parvenir – enfin, au dispositif que je vais vous présenter aujourd'hui ; la création des pôles spécialisés en matière de violences familiales.

**C'est en 2010 que le 1<sup>er</sup> pas de cette « révolution » a été opéré :**

La création de l'ordonnance de protection constitue le premier événement législatif fondateur de ce qui constitue ni plus ni moins qu'un droit nouveau : le droit à la protection, un droit autonome, un droit qui ne s'appuie plus sur le droit pénal en ce qu'une victime peut être reconnue comme telle et ouvrir droit à une protection en dehors de toute condamnation de l'auteur de la violence ; un droit qui outrepassse fortement les prérogatives du droit civil en ce que la protection de la victime autorise le juge civil à prendre une mesure de mise à l'écart de la personne désignée comme dangereuse par la victime – la plupart du temps de mari ou le conjoint ou l'ancien conjoint, c'est-à-dire une mesure privative de liberté, ce qui est théoriquement l'apanage du juge pénal... Le droit des femmes victimes de violences intra-familiales est donc l'acte fondateur d'un droit nouveau : un droit de la protection

#### **Article 515-11 Code civil**

#### **Création LOI n°2010-769 du 9 juillet 2010 - art. 1**

L'ordonnance de protection est délivrée par le juge aux affaires familiales, s'il estime, au vu des éléments produits devant lui et contradictoirement débattus, qu'il existe des raisons sérieuses de

considérer comme vraisemblables la commission des faits de violence allégués et le danger auquel la victime (et un ou plusieurs enfants – ajout loi 13 juin 2024) est exposée.

*« On ne nous demande pas de juger de la réalité des violences. On nous demande d'apprécier (1) la vraisemblance des violences, qui peuvent être physiques, mais pas seulement, elles peuvent aussi être psychologiques par exemple, ce qui est encore plus dur à évaluer ; et (2) si cette violence place une personne, ex-conjoint ou conjoint, dans une situation de danger »*

Rappelons que c'est en 2010 que les codes civil et pénal précisent que les violences peuvent être physiques ou psychologiques

## I- Sur la « vraisemblance »

Les juges exigent en général « une plainte détaillée » et un « certificat médical circonstancié, si possible des unités médico-judiciaires » pour retenir les faits.

Sinon, disent-ils, « on n'est plus dans la vraisemblance, on est dans l'allégation » [67]. Comme le reconnaît un juge, cette exigence partagée a pour effet de « donner la prime à l'hématome et aux bras cassés parce que c'est bien clair, bien net et qu'en plus la police s'en occupe » [68]. À l'inverse, la notion de vraisemblance ne favorise pas la prise en considération des violences psychologiques ou verbales qui, si elles n'ont pas été réalisées devant témoins ou enregistrées, ne laissent que peu de traces.

D'où la question de la preuve...

## II- Sur l'établissement du danger :

Un important pouvoir d'appréciation a été volontairement attribué au juge par le législateur. La plaignante doit toutefois établir l'existence d'un danger actuel ou d'un risque de réitération à l'avenir de violences » [70].

Ces deux critères n'imposent pas de prouver le caractère habituel des faits dénoncés. Il s'agit plutôt de convaincre le juge que le comportement passé et présent de son (ex)partenaire crédibilise la possibilité d'un nouveau « passage à l'acte ».

La création de l'OP suscite chez les juges une importante crainte d'être instrumentalisés, car les incidences de l'OP sont énormes... La crainte repose sur le constat que « accorder » une ordonnance de protection, c'est permettre à la partie demanderesse de bénéficier de droits qu'elle n'obtiendrait pas dans une procédure classique. En effet, pour les couples pacsés ou les concubins, l'attribution du logement commun ne relève normalement pas de la compétence du JAF. Et, selon la même logique, il est certain que les chances d'obtenir l'exercice unilatéral de l'autorité parentale, la suppression du droit de visite ou la mise en place d'un droit de visite médiatisé sont, statistiquement, beaucoup plus importantes dans le cadre de cette procédure que dans les procédures classiques.

## III- L'ordonnance de protection bouscule les catégories d'entendement de la justice familiale

C'est en effet un exercice extrêmement compliqué » non pas tant du fait de l'établissement de la « vraisemblance » des « violences » et du « danger », ces termes faisant désormais l'objet d'une appropriation relativement consensuelle chez les juges, c'est que ce qui rend l'exercice complexe, c'est que les critères d'appréciation bousculent les catégories « classiques » d'entendement de la juridiction familiale ; l'ordonnance de protection constitue une rupture dans la « culture » des juges aux affaires familiales (JAF).



Car le JAF, jusqu'alors, c'est un juge de la conciliation. Dans les « audiences classiques », l'objectif du JAF est d'amener les parties à dépasser les « conflits conjugaux ou parentaux » au nom d'intérêts supérieurs, comme par exemple celui de l'enfant.

L'ordonnance de protection repose sur le paradigme inverse ; elle traduit l'existence de situations où la conciliation est impossible et où les causes de la séparation ne peuvent être tenues pour négligeables puisqu'elles déterminent les mesures devant être ordonnées par le juge. Ainsi, « les violences » et « le danger » ne sont plus simplement les critères justifiant la délivrance d'une mesure de protection. Ils obligent à distinguer le conflit conjugal (à dépasser) de la violence conjugale (qui conduit à protéger la victime) ... Subtile frontière parfois...

## 4<sup>ème</sup> partie : La lente prise de conscience de la Justice ;

### I- Les constats sont cinglants :

L'ordonnance de protection demeure quasi confidentielle ; et la justice, - celle qui est attendue, réclamée, reste démunie, confrontée à 4 difficultés majeures :

- a. L'occultation, voire la dénégation par la victime elle-même
- b. La lenteur, - qui fait l'impunité de l'agresseur
- c. Le manque d'outil adapté pour identifier, puis qualifier ce type spécifique de violences, le caractère isolé de chaque élément constitutif de violence, n'étant pas, en soi, constitutif d'un fait de violence
- d. La difficulté à instruire en milieu privé

C'est ce qu'exprime l'actrice Adèle Haenel, en 2017, lorsqu'explose le mouvement qui connaîtra une résonance planétaire @metoo, par ces termes péremptoires, mais lumineux : « la justice nous ignore ; on ignore la justice »

### II- L'analyse des constats :

- a. Malgré l'immense apport des technologies nouvelles, le pénal reste empêtré notamment par un droit de la preuve dissuasif ;
- b. Le droit civil est inadapté, cloisonné et étriqué, lent
- c. La justice est encore terriblement repliée

### III- La conclusion de ces constats

Le droit que la justice applique ne permet pas l'appréhension des réalités nouvelles ;

### IV- Le Grenelle des violences conjugales

Ce n'est cependant que le Grenelle des violences conjugales en 2019, érigé grande cause nationale par le Président Emmanuel MACRON, qui va jeter les bases d'une véritable révolution. Réunissant de nombreux acteurs concernés par la problématique, les associations, les professionnels du monde médical, extrêmement concerné, en première ligne bien souvent car souvent le premier détenteur de la parole des femmes, les universitaires, les spécialistes des sciences humaines

**1. La justice analyse ses dysfonctionnements en se nourrissant également des expériences des autres pays confrontés aux mêmes problématiques :** Le système judiciaire est incapable de juger ces crimes et délits

- du fait de la **lenteur des procédures**, stocks d'affaires à juger, manque de magistrats et en matière de crimes et délits de ce type, multiplicité des obligations procédurales à respecter.

- du fait de la **rigidité de notre droit lui-même, de nos lois, de nos textes, qui définissent des principes fondamentaux incontournables, des principes à valeur constitutionnelle**, certes garants de nos libertés individuelles (l'article 66 de la constitution) et socle de nos démocraties, mais qui, s'agissant de protection de victimes, s'avèrent des obstacles : notamment **les exigences liées à la production de la preuve, car, notamment en matière de violences psychologiques**, faute de preuve, le procès revient à une joute « parole contre parole ».

La défense « classique » des incriminés, bien conseillés par leur avocat, se décline alors systématiquement selon le même mode opératoire : de la négation des éléments « constitutifs de l'infraction » - s'agissant du viol par exemple, à la négation de la contrainte, de la surprise, de la violence ou la menace en passant par la négation par l'agresseur de l'absence de consentement de la victime, autant d'arguments fallacieux, mais qui constituent néanmoins un immense avantage pour l'agresseur – à fortiori si les faits sont anciens. Toutes ces stratégies s'avèrent opératoires, et rendent compte du non-aboutissement des procédures : classement sans suite, non-lieu, relaxe, acquittement.

**Ce sont ces échecs, c'est l'inanité de ces stratégies permises par nos textes de procédure civile et pénale, ajoutées à l'extrême pénibilité de l'instance judiciaire, qui convainquent les victimes d'ignorer la justice**

**2. La justice s'ouvre aux apports considérables des sciences humaines et de la psychologie sociale**

**3. Une réflexion s'amorce autour de transformations incontournables à opérer dès lors que la priorité impérative devient la protection des victimes**

**4. Ces transformations sont urgentes.**

**Le Grenelle 2019 a eu indéniablement un impact considérable.**

## **5<sup>ème</sup> partie : les pôles spécialisés VIF**

**Présentation** d'un document mis à disposition des magistrats du TJ de Montpellier depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2024 : **Le traitement des violences intrafamiliales au sein du Tribunal Judiciaire de Montpellier ;**

### **I- Le dispositif du Parquet**

#### **A) La notion de violence :**

- Violences physiques
- Violences verbales (injures, menaces)
- Violences psychologiques (humiliations, harcèlement, appels malveillants)
- Violences sexuelles
- Privations matérielles (destruction de biens, confiscation de papiers...)
- Violences économiques (interdiction de travailler, d'avoir un compte bancaire...)
- La prise en compte progressive de l'exposition aux violences chez les mineurs



## **Quelques chiffres :**

- Selon l'INSEE, 300 000 personnes se déclaraient victimes de violences conjugales en 2007 et seules 14% avaient déposé plainte
- En 2012 : 52 849 affaires orientées dont 36 571 poursuivables (62,9%) et 31 319 ayant obtenu une réponse pénale (soit 85,6 %)
- En 2020 : 81 324 affaires orientées dont 52 254 poursuivables (64,3%) et 45 997 ayant obtenu une réponse pénale (88%)
- 97% des MEC sont des hommes
- TJ Montpellier
  - 2021 : 2000 affaires traitées / 41% de réponse pénale et 59 % de classement
  - 2022 : 1600 affaires traitées / 61% de réponse pénale et 39 % de classement

## **La lutte contre les violences intrafamiliales : une priorité nationale depuis 20 ans**

- De nombreux textes législatifs et réglementaires depuis le début des années 2000
- Une politique pénale ferme structurée autour de 4 axes :
  - Protection et accompagnement des victimes
  - Evaluation du danger
  - Suivi renforcé des auteurs
  - Décloisonnement des acteurs juridictionnels
- Le foyer familial doit être un sanctuaire protecteur au sein duquel aucune violence ne peut être tolérée.

### **B) La division Famille et le pôle VIF du Parquet de Montpellier :**

- La division Famille du parquet :
  - 7 magistrats, 2 magistrats honoraires, 1 assistante spécialisée et 1 juriste assistante ;
  - 2 pôles : mineurs et VIF
- Le pôle VIF : 2 magistrats et 1 assistante spécialisée
  - Traitement de l'ensemble des VIF (à l'exception des GAV) avec suivi et réponse pénale : courrier et ligne téléphoniques dédiés
  - Suivi de l'encours des dossiers
  - Suivi des dispositifs individuels (TGD, BAR, ODP)
  - Participation aux instances partenariales (internes et externes)

### **C) L'enquête pénale :**

- Audition de la victime, prise de photos, examen médical par un médecin légiste, examen psychologique éventuel
- Audition des témoins éventuels (y compris les enfants en fonction de l'âge), enquête de voisinage
- Exploitation de la téléphonie, de la vidéosurveillance
- Interpellation et garde à vue de l'auteur
- Perquisition (armes)

## D) L'évaluation du danger :

- Evaluation personnalisée de la victime (EVVI) par FV 34 notamment sur les mesures de protection
- Evaluation de la nécessité de désigner un administrateur ad hoc
- Evaluation de la personnalité du mis en cause (expertise psychiatrique, psychologique, antécédents, sursis en cours, récidive)
- Evaluation de la nécessité d'éviction du conjoint violent

## E) La réponse pénale :

- **En fonction de la gravité des faits, des antécédents, de l'évaluation du danger, du risque de récidive... :**
  - Alternatives aux poursuites : classement sous conditions (IP/IC, stage, 3 RDV psy, stage addiction ...), composition pénale
  - Poursuite pénales (systématiquement avec audience et le plus souvent avec défèrement)
    - CRPC/COPJ : faits reconnus et pas de risque de récidive
    - CPVV-CJ : placement sous contrôle judiciaire dans l'attente de l'audience
    - CI : défèrement et audience immédiate
  - Le cas échéant, transmission d'information au JE/JAP/CRIP...

## F) Les dispositifs de protection du parquet :

- **Le téléphone Grave Danger (TGD)** : Dispositif d'alerte confidentiel, adossé à une interdiction de contact (CJ, ODP, condamnation) ou en cas de danger imminent, suivi individuel en lien avec France Victimes
- **Le Bracelet Anti-Rapprochement (BAR)** : dispositif de géolocalisation en temps de la victime et de l'auteur, pour protéger la victime, adossé à une interdiction de contact (CJ, ODP, condamnation), distance d'alerte et de pré-alerte, suivi individuel en lien avec France Victimes
- **L'ordonnance de protection (ODP)** : décision prise par le JAF, dans le délai de 6 jours, en cas de danger vraisemblable, fixant des obligations et interdictions pendant 6 mois notamment interdiction de contact, interdiction de sortie du territoire et DVH

## G) Les instances partenariales :

- **Le Comité de Pilotage VIF (COPIL)**
- **La Commission de Suivi des sortants de prison (COSUI)**
- **Les protocoles et actions partenariales mis en œuvre**
  - Stages VIF : AERS (AAP) et SPIP (pleine)
  - Protocole éviction de conjoint (AERS)
  - Protocole défense des victimes avec le barreau de Montpellier
  - Intervention des magistrats dans les formations et instances partenariales
  - Désignation d'administrateur ad hoc (FV 34 ou ASE si l'enfant est placé)
- **D'autres partenariats en cours de réflexion**

## II- Les décisions prises par les magistrats du Siège

### A) Le JAF et le protocole de l'ordonnance de protection :

- Protection **en urgence** de la victime vraisemblable de violences conjugales – décision sous 6 jours à partir de l'ordonnance fixant la date d'audience
- S'applique également à la protection de la personne majeure menacée de mariage forcé en interdisant sa sortie temporaire du territoire
- Assistance par un avocat non obligatoire

#### Mesures pouvant être ordonnées : articles 515-11 et 515-11-1

- Interdiction d'entrer en contact avec certaines personnes visées
  - Interdiction de se rendre dans certains lieux
  - Interdiction de détenir une arme
  - Interdiction de se rapprocher de la victime à moins d'une certaine distance fixée par le juge et contrôlée par un bracelet anti-rapprochement
  - Prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique ou stage de responsabilisation
  - Attribution du logement du couple
  - Modalités d'exercice de l'autorité parentale
  - Dissimulation de l'adresse dans les procédures à venir
- Joindre toutes les pièces utiles pour que le JAF puisse caractériser la vraisemblance des **VIOLENCES** et le **DANGER** pour la victime ou ses enfants
    - *Plaintes, mains courantes, PV de renseignements judiciaires, témoignages de proches ou de témoins, certificats médicaux, messages électroniques ou vocaux, photographies des blessures, photos/impressions écrans de SMS et courriels*
  - **Avis parquet systématique**
  - Salle fermée au public, défendeur convoqué à l'audience mais possible ; **auditions séparées (sur demande d'une partie ou sur décision du juge)**
  - **Le JAF ne statue que sur les demandes des parties (mesure civile)**
  - L'ordonnance de protection peut être prononcée en l'absence du défendeur dûment convoqué
  - Principe du contradictoire : aucun nouvel élément ne pourra être donné à l'audience si le défendeur est absent

### B) Le bracelet anti-rapprochement :

- Contrairement au téléphone grave danger (TGD) relevant du parquet, **BAR sur décision d'un magistrat du siège** : pré-sentenciel, sentenciel/post-sentenciel, civil (JLD, TC, JAP ; JAF)
- Remise du dispositif et accompagnement victime : parquet et association d'aide aux victimes (localement **France victimes 34**)

- Conditions : mis en cause majeur ; crime ou délit punissable d'au moins 3 ans de prison ; ancien ou actuel conjoint, concubin ou partenaire de PACS ; **accord de la victime** (EVVI-BAR par France Victimes 34) ; **accord du défendeur si BAR - ordonnance de protection**
- 1-10 km alerte autour de la victime (pré-alerte = le double) – géolocalisation permanente
- Téléoopérateur Stanley Security : alerte -> mobilisation police/gendarmerie
- **INFRACTION DE VIOLATION DE L'OBLIGATION** : entrer dans la zone d'alerte et s'y maintenir malgré les avertissements, se placer sur un trajet habituel de la victime et s'y maintenir malgré les avertissements, de débarrasser du bracelet ou laisser les équipements se décharger, refuser la pose du bracelet

### III- Un nouveau regard sur l'enfant, témoin de VIF ; la reconnaissance du statut de victime de VIF


#### A) Les dispositifs légaux de retrait de l'autorité parentale par le juge pénal dans le cadre des violences conjugales :

##### 1- Retrait total / partiel de l'autorité parentale

##### Sanction d'une faute grave

Perte de tous (**retrait total**) ou certains attributs (**retrait partiel**) de la titularité

- Droit de garde
- Droit de surveillance
- Droit d'éducation
- Droit de décision en matière de soins
- **Administration légale** (gestion du patrimoine de l'enfant, y compris les dommages et intérêts pouvant résulter de la condamnation)

 Echappent au retrait de l'autorité parentale les droits et devoirs liés à la filiation : droits de succession (sauf en cas d'indignité) et obligation alimentaire

**Durée de la mesure** : délai de **un AN** avant de pouvoir saisir le tribunal (**ARTICLE 381 CC**)

##### 2- Retrait de l'EXERCICE de l'autorité parentale et/ou DHV

Le retrait de l'autorité parentale n'entraîne pas systématiquement le retrait du DVH (ARTICLE 373 – 2 – 1 CC)

##### ▪ Retrait de l'exercice de l'autorité parentale :

Constat de **l'impossibilité du maintien du principe de codécision**, pour protéger la sécurité interne de la famille et l'intérêt de l'enfant dont la prise en charge ne doit pas être entravée par l'interdiction de contact ou le conflit parental, peu important les fautes parentales

➔ **Perte du droit de prendre les décisions relatives à l'enfant** (santé, scolarité, éducation religieuse, changement de résidence...)

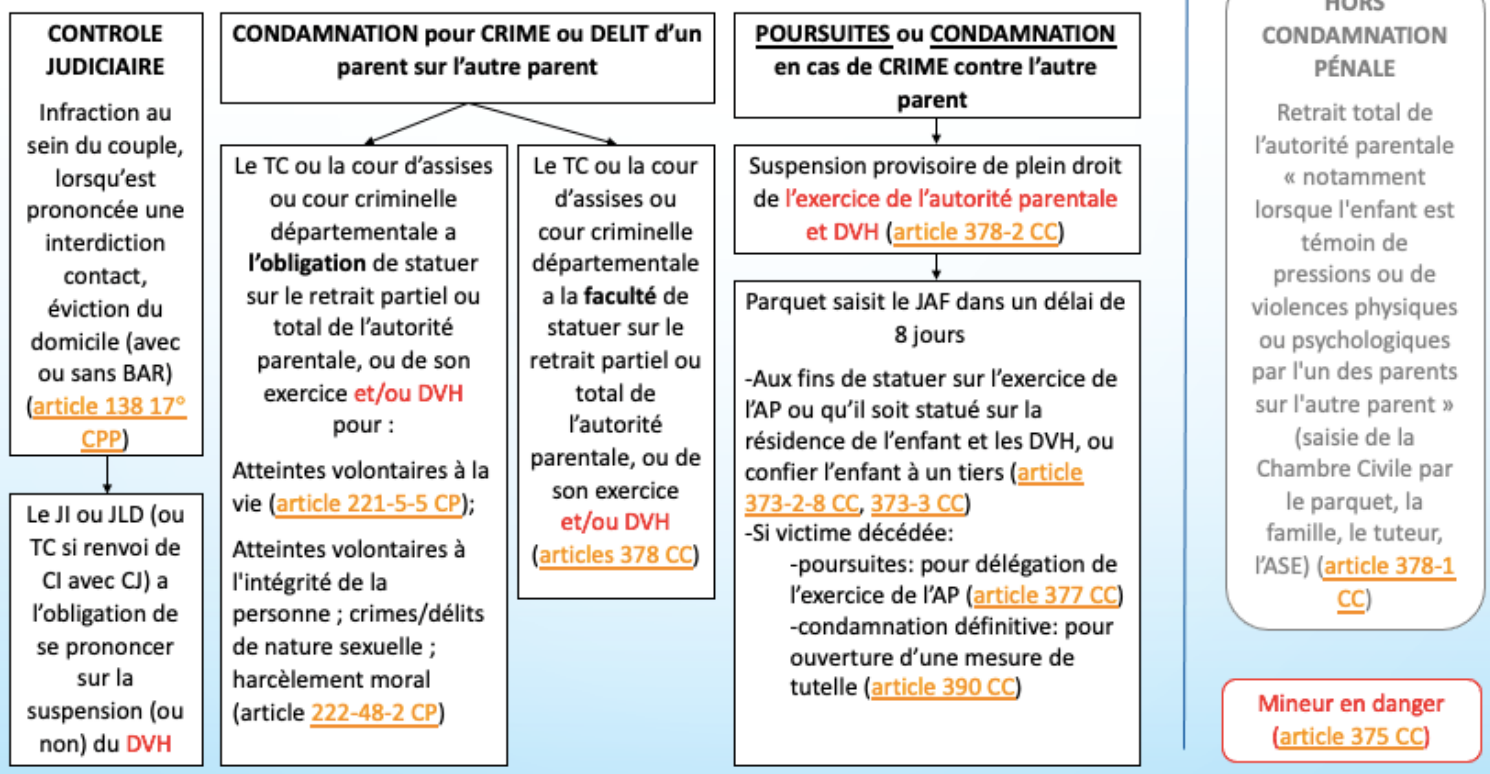
⚠ Le parent conserve le droit et le devoir de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant, et donc d'être informé des choix importants relatifs à la vie de ce dernier (pour éventuellement saisir le JAF pour les contester)

▪ **Retrait des DVH à prononcer :**

**Durée de la mesure : saisie du JAF à tout moment**

(TJ de Montpellier : délais JAF 9 – 10 mois mais impossibilité de saisir à bref délai = 1 mois)

Les dispositifs légaux de retrait de l'autorité parentale par le juge pénal dans le cadre des violences conjugales



## B) La prise en compte de l'enfant, témoin et/ou victime des violences conjugales

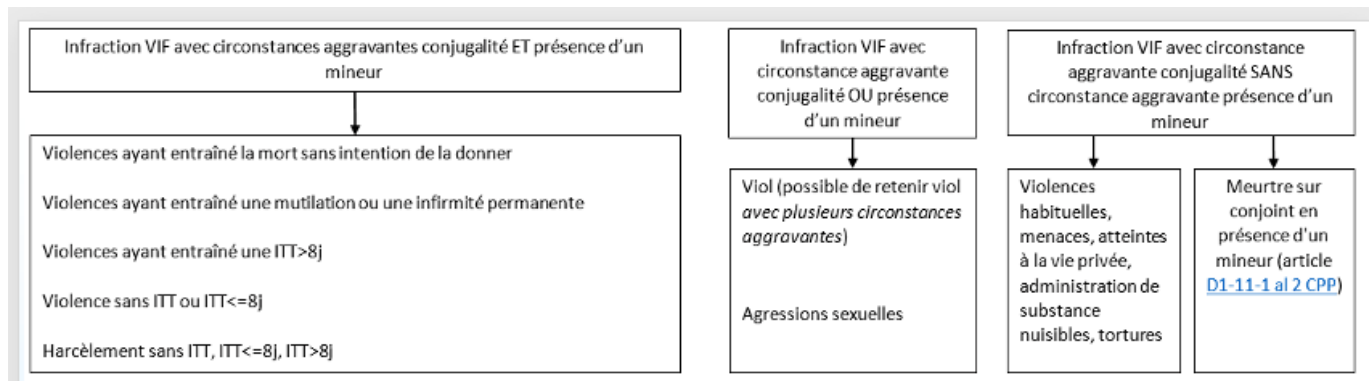
### L'enfant exposé aux VIFS – Victime ?

- Question audition mineur par les services d'enquête, enfant témoin / victime ?
- Question évaluation approfondie du mineur (« EVVI » par France Victimes 34)
- Décret du 23 novembre 2021 a modifié l'article D. 1-11-1 CPP : pour **certaines** infractions de violences conjugales, le parquet veille à ce que le mineur puisse se constituer partie civile lors des poursuites, le cas échéant en étant représenté par un administrateur ad hoc y compris avant l'audience de jugement afin qu'il puisse y être convoqué comme partie civile et non comme témoin
- Pas de systématisation textuelle de la désignation d'un administrateur ad hoc
- Question de la qualification à retenir / l'action civile pour le mineur

## Une répression de l'auteur aggravée par la présence du mineur

### LA CIRCONSTANCE AGGRAVANTE DE « PRÉSENCE » DU MINEUR

« Alors qu'un mineur assiste aux faits »  
« Lorsqu'un mineur était présent et y a assisté »



### C) La pratique exemplaire du TJ de Pontoise

Faute de pouvoir vous décrire le fonctionnement précis du TJ dans le ressort duquel votre activité de psychiatre s'exerce, j'ai pensé judicieux de vous faire partager la présentation faite par Mme la Présidente du Tribunal Judiciaire de Pontoise lors de ce colloque organisé à la Cour de Cassation le 15 avril 2024 « L'éthique judiciaire et les violences de l'intime » :

Depuis le mois de janvier, toutes les juridictions de 1<sup>ère</sup> instance et de cour d'appel sont dotées d'un pôle VIF. La prise de conscience sociétale de la gravité a pénétré les juridictions ces dernières années ; et ce sont les **tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance** qui, parce qu'ils ne sont pas figés dans leur fonctionnement, mais sont des lieux en constante évolution, peuvent être des espaces d'expérimentation d'élaboration de pratiques innovantes, qui parfois même inspirent le législateur ;

#### Quelques chiffres :

Val d'Oise 1,2 millions d'habitants (équivalent à l'Hérault)  
Chaque année : 4000 procédures pénales à traiter  
89 ordonnances de protection par les JAF  
1000 jugements estampillés VIF rendus par le tribunal correctionnel  
30 décisions d'éviction du domicile conjugal (3 par mois)  
20 décisions de retrait ou de suspension d'autorité parentale  
Au niveau des dispositifs : 73 téléphones grave danger  
49 BAR actifs concomitamment

Le rôle de la justice ne se limite pas à la seule application des lois (les magistrats s'approprient bien évidemment tous les textes intervenus depuis quelques années) mais ce dont il est question ici, c'est de **l'idée d'une politique publique transformée en politique judiciaire avec une**



**dimension systémique du traitement judiciaire de ce phénomène ; Or « la difficulté à développer une vision systémique c'est qu'une politique publique doit s'articuler avec l'indépendance des magistrats du siège et du parquet, notamment sur les affaires individuelles. »**

Dès lors, le traitement des VIF repose sur 4 éléments

- I. Une organisation spécifique
- II. Un travail collaboratif renforcé
- III. Un traitement différencié
- IV. Un devoir d'attention particulier à la victime

L'impulsion des chefs de juridictions est fondamentale pour déterminer une stratégie de réussite et inscrire définitivement le sujet au cœur de la juridiction et de toutes les parties prenantes

### ***1- Une organisation spécifique***

Créer une communauté agissante à partir de 5 axes :

1<sup>er</sup> axe : Un cadre légal :

Le projet de juridiction est dans le Code de l'Organisation Judiciaire article R 212-63 ; Le sujet fédère discuté par tous et voté en assemblée plénière des magistrats et des personnels de greffe ; Le projet de juridiction initialement la lutte contre les violences conjugales a pu rapidement s'élargir et se transformer en politique de juridiction de lutte contre les violences intra-familiales afin d'y intégrer la question montée en société des mineurs co-victimes

2<sup>ème</sup> axe : Des ressources humaines dédiées

Identifier les personnes ressources, des personnes convaincues, des personnes d'éthique de conviction, ces personnes volontaires pour, en plus de leur charge de travail, venir s'impliquer

Des référents magistrats et greffiers sont donc systématiquement désignés, soit pour contribuer au déploiement des nouveaux dispositifs matériels : le téléphone grave danger, le BAR, soit pour améliorer les dispositifs, soit pour suivre leur évolution : soit pour s'assurer que sont bien délivrés les avis à donner à victime en cas de libération des auteurs de V conjugales (suite au décret du 24 décembre 2021) ;

Ces référents dialoguent entre eux ; élaborent des bonnes pratiques, les diffusent à tous ;

3<sup>ème</sup> axe : Le comité de pilotage

Il réunit chaque année au TJ près de 20 acteurs opérationnels, internes et externes à la juridiction :

Magistrats du siège et du parquet, chefs de greffe, forces de sécurité intérieure; avocats, les associations, **les médecins d'hôpitaux** ; le périmètre s'étend selon le sujet puisque le sujet est global ; se connaître, créer des circuits ; améliorer ses pratiques ; chacun dans son domaine d'intervention

4<sup>ème</sup> axe : Le juge délégué aux victimes art D 47-6-2,

Chargé de veiller aux victimes ; prend directement en charge la question des victimes ; améliorer la communication, l'accompagnement ; il est président de la Commission d'Indemnisation des Victimes ; il introduit la question de la solidarité nationale ; il doit bien évidemment prendre toute sa place dans le dispositif, que ce soit en amont d'un procès, ou même en dehors de tout procès (l'auteur des violences peut être décédé)

Il faut rappeler que la Commission d'indemnisation des victimes est parfois l'unique lieu d'expression dans l'enceinte judiciaire, d'une victime parfois gravement traumatisée

5<sup>ème</sup> axe : Le conseil Départemental d'accès au droit,  
Les maisons de justice et du droit maillent tout le département et offrent consultation gratuite  
d'avocat et accompagnement associatif de proximité

## **2- Un travail collaboratif renforcé**

L'exigence de justice commande une justice transversale :

- Le travail collaboratif :
  - o avec les instances extérieures

Connaître les spécificités de son territoire, les acteurs,

Fonctionner en dyarchie président/procureur

S'appuyer sur le tissu associatif : D'où l'importance d'une souplesse laissée aux juridictions

Il s'agit de se compléter et non de se concurrencer : Réarticuler le pôle VIF avec les Comités locaux d'aide aux victimes, créés en 2017, coprésidés par le Préfet et le Procureur

En interne : Partage, réflexion commune

Ex : Analyse par tous les magistrats des retours d'expérience RETEX du parquet en cas de féminicide face au traumatisme collectif pour les magistrats très impactés si une personne suivie par le tribunal ; détailler toutes les étapes pour en déduire de nouvelles actions

## **3- Un traitement judiciaire différencié : systématisation et priorisation**

**La singularité du traitement des VIF par la loi** doit se traduire de manière très concrète par une politique pénale spéciale du procureur : Ceci en totale adéquation avec les attentes sociales ; On se doit de le faire

Axée sur :

- **La systématisation** : - ce qui passe indéniablement par un ***abaissement du seuil de l'indépendance du magistrat*** ; l'opportunité des poursuites est réduite
- **La priorisation** : on est dans le cadre de filières d'urgence ; *tout est particulier, tout est suivi* ; il y a une mention « rouge VIF » sur ces dossiers c'est une alerte pour dire : toute la chaîne doit se mettre en marche pour traiter ce dossier : l'application des peines, les Affaires familiales, le tribunal des enfants, le tribunal correctionnel
- **La rapidité** : l'aide juridictionnelle (AJ) en 24 heures ; le BAR le jour-même
- **Le traitement qualitatif** : les durées d'audience ont été augmentées ; ceci de manière à permettre au magistrat qui préside le procès ce type d'audience d'y mettre plus de pédagogie, de paroles à la victime

## **4- L'exigence de justice en matière de VIF crée ce devoir d'attention à la victime**

Au traitement global des violences doit s'ajouter le traitement global de la victime

A titre d'exemple, certains juges d'instruction sollicitent le Bureau d'Aide aux Victimes et la psychologue pour l'accompagnement de la notification de leur décision en cas de non-lieu ;

Un guide pour tous a été élaboré, nourri par retour d'un questionnaire distribué directement à des victimes, qui a mis en évidence leurs difficultés en terme d'accès à la juridiction, ou de compréhension de leurs droits

## **5- V. La pro-activité constante de l'ensemble de tous acteurs :**

L'agir ensemble, c'est également, en dehors du procès **prévenir les passages** à l'acte dans les situations inquiétantes qui ont été identifiées au sein du tribunal :

C'est parfois aussi de s'occuper de la seule réparation de la victime en dehors de tout procès pénal

Le but recherché : que l'élan qui a été donné par l'impulsion qui a été donnée au départ par le chef de juridiction finisse par être dépassée car c'est toute la communauté du tribunal s'est finalement approprié le sujet de la lutte contre les VIF qui devient **cette fraternité agissante**, et qui impulse à son tour.

## **6<sup>ème</sup> partie : La preuve libérée de l'étau de la « loyauté » :**

La question de la recevabilité de la preuve, domaine qui peut sembler très technique et rebutant, a des incidences importantes sur les comportements individuels et les stratégies judiciaires.

En effet, cette question est indissociable des règles de fond dont le demandeur doit prouver le non-respect. Ce sont précisément les règles de recevabilité qui vont délimiter la frontière entre la réalité du justiciable -ce qui s'est réellement passé pour lui- et la réalité judiciaire, nécessairement et uniquement basée sur les seules preuves que le juge peut légalement retenir pour trancher un litige, puis pour fonder et motiver sa décision.

### **La preuve juridique est règlementée**

Depuis le début des années 2000, où la loi du 13 mars 2000 avait posé les conditions de validité des écrits électroniques, force est de constater que perdurait un principe jurisprudentiel qui, appliqué en matière de VIF, s'avérait extrêmement pénalisant pour la victime : le principe dit de « loyauté de la preuve » à savoir que n'était « admissible » par le juge que la preuve recueillie de manière « loyale », ceci excluant la possibilité qu'elle soit établie par un enregistrement – sauf à ce que la personne enregistrée ait donné son accord – ce qui était donc particulièrement restrictif en matière de VIF...

Or la fin de l'année 2023 a été le théâtre de ce qu'on appelle « un revirement de jurisprudence » :

L'Assemblée plénière de la Cour de Cassation a rendu le 22 décembre 2023, une décision fondée sur l'admissibilité d'une preuve obtenue de manière déloyale : « Le critère de la preuve recueillie à l'insu de l'adversaire est insuffisant pour caractériser un comportement déloyal, car il condamne de très nombreux procédés probatoires, la preuve déloyale est celle qui est issue d'un stratagème ».

Il est certain que cette jurisprudence, dont l'application n'en est qu'à ses débuts, constitue une avancée majeure dont se saisiront les victimes – et leurs avocats ; Les commentateurs judiciaires – qu'on appelle « la doctrine », escomptent au demeurant que le droit européen va se charger de poursuivre ce cheminement vers la facilitation de la crédibilisation de la parole de la victime

Une récente jurisprudence de la CEDH vient au demeurant – sans aller jusqu'à une « présomption de crédibilité » de la victime, de créer une « présomption de vulnérabilité des victimes », les victimes de violences conjugales étant automatiquement considérées comme vulnérables, ce qui leur donnerait droit à des aménagements spécifiques (par exemple, témoigner via une liaison vidéo).

Elles seraient également protégées à tous les stades de la procédure pénale contre toutes formes d'agressivité et seraient accompagnées sur le plan psychologique et social

Rappelons que, malgré l'avancée significative de la création des pôles VIF, la France continue de faire l'objet de multiples condamnations par la CEDH : [CEDH, 24 avr. 2025, L. et autres c/ France, n° 46949/21](#)

« Les autorités françaises ont échoué à garantir à la requérante une protection suffisante, les juges d'appel ont eu recours à « *des stéréotypes de genre* » inopérants et inappropriés ; l'absence de consentement de la requérante n'a pas été suffisamment pris en compte, son opposition verbale explicite (pts. 241 et 243) n'a pas été suffisamment analysé ;

Cette interprétation, souligne la Cour, est contraire aux connaissances actuelles sur les réactions des victimes de viol, et en contradiction avec la jurisprudence ultérieure de la Cour de cassation, reconnaissant l'état de sidération, obstacle à une résistance active (Crim. 11 sept. 2024, n° 23-86.657

## 7<sup>ème</sup> partie : propositions de loi et perspectives d'avenir

### I- Rappelons les dernières avancées législatives :

A la suite des lois du 9 juillet 2010, du 28 décembre 2019 et du 30 juillet 2020, 4 lois, entrées en vigueur entre 2022 et 2024, ont respectivement

- Créé une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales
- visé à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales ;
- visé à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille ;
- renforcé l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate.

### II- Les grands chantiers en cours : les 2 propositions de loi

#### A) Proposition visant à intégrer la notion de consentement dans la définition pénale des infractions d'agression sexuelle et de viol, n°2170 déposée le 13 février 2024 :

En l'état de notre code pénal, **Le fait d'être non consentant·(e) à un acte sexuel ne suffit pas à caractériser le viol**. Ainsi, « *Le fait que la plaignante invoque, voire prouve, son non consentement ne suffit pas à lui seul à caractériser les infractions de viol ou d'agression sexuelle ; en effet, l'infraction ne sera constituée que si et seulement si son auteur a agi avec « violence, contrainte, menace ou surprise ».* Seul un certain comportement de l'auteur des violences est pris en compte pour déterminer si l'infraction est constituée. Autrement dit, le seul refus des personnes victimes de se plier aux demandes sexuelles, inopérant pour les auteurs de violences, n'a pas non plus d'effet juridique légalement contraignant pour les magistrats, s'il n'est pas corroboré par la preuve du recours aux "violence, contrainte, menace ou surprise" »

La Commission européenne a proposé **une directive pour lutter contre toutes les violences faites aux femmes** en harmonisant les législations des 27 pays de l'Union européenne. Elle propose une définition commune du viol en Europe basée sur le consentement. L'article 5, alinéas 2 et 3, énonce que « *les États membres veillent à ce qu'on entende par acte non consenti un acte accompli sans que la femme ait donné son consentement volontairement ou dans une situation où la femme n'est pas en mesure de se forger une volonté libre en raison de son état*

*physique ou mental, par exemple parce qu'elle est inconsciente, ivre, endormie, malade, blessée physiquement ou handicapée, et où cette incapacité à se forger une volonté libre est exploitée ».*

## **B) La proposition de loi du 28 janvier 2025 visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : le contrôle coercitif**

La notion de « contrôle coercitif » est apparue dans la littérature féministe des années 1970 et a été théorisée en 2007 par le sociologue des violences conjugales Evan Stark. Absente actuellement du code pénal, elle a été mentionnée pour la première fois par une juridiction en 2024 (cinq arrêts de la cour d'appel de Poitiers).

Cette notion permet de décrire la stratégie des auteurs qui y ont recours, dans le cadre d'une relation conjugale actuelle ou passée. Le contrôle coercitif se traduit par une accumulation d'actes qui visent à **isoler, contrôler et intimider la victime** : contrôler les liens de la victime avec son entourage, réduire son autonomie financière, surveiller ses activités quotidiennes, manipuler ses droits parentaux...

Le texte, tel que modifié par les députés, prévoyait la création d'un nouveau délit de contrôle coercitif mais les sénateurs l'ont **supprimé**, craignant une censure constitutionnelle au regard de la fragilité des notions ("*la peur*", "*la crainte*"...) sur lesquelles reposait la définition adoptée.

Si la notion de "contrôle coercitif" n'apparaît plus dans la version du Sénat, on y retrouve des éléments constitutifs d'une attitude coercitive. Constitueront ainsi le délit de harcèlement sur conjoint "*les propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet de restreindre gravement la liberté d'aller et venir de la victime ou sa vie privée ou familiale ou de contraindre sa vie quotidienne par des menaces ou des pressions psychologiques, économiques ou financières*".

## **C) Vers une loi-cadre globale sur les violences conjugales ?**

Conclusion : La profusion des dispositions législatives et réglementaires intervenues récemment, ainsi que des propositions de loi discutées actuellement par nos Assemblées est un signe fort de la volonté affirmée de nos professionnels, de nos institutions et des politiques publiques de poursuivre les indéniables mais encore bien insuffisantes avancées vers une prise en charge véritablement opérante des victimes, notamment de violences intra-familiales

L'introduction dans le code pénal du délit nouveau de « contrôle coercitif » en est une des promesses ; N'est-ce pas toutefois vers une approche globale, multidimensionnelle et décloisonnée encore bien plus ambitieuse incluant la formation de l'ensemble des acteurs aux spécificités des violences intra-familiales que se dessine l'avenir ?